

Hôtel de Ville (place de l')

Type de site : voirie

Précisions de localisation géographique :

La "place de l'Hôtel de Ville" se situe dans l'enceinte du "Château de Montaigu".

Cadastré Napoléonien (1814) : Section A

Cadastré Moderne (2010) : Section AH



Montaigu



Belleville / Harpedane



La Trémouille



La Lande de Machecoul



de Crux



Le Clerc de Juigné

A droite : les blasons des seigneurs successifs de Montaigu dont l'ancien château abrite dans son enceinte la mairie de la commune. Ci-dessus, le bâtiment de celle-ci à l'extrémité sud de la place dite "de l'Hôtel de Ville", et l'actuel blason de Montaigu, inventé vers 2000 suite à une demande municipale, ne reprenant pas celui incertain des origines de la ville, mais s'inspirant vaguement de celui des Belleville / Harpedane. Au premier plan le porche, remonté en cet endroit, de la vieille chapelle (1215) de l'hôpital de Montaigu détruit en 1906.

Histoire et archéologie

L'Hôtel de Ville est situé dans l'enceinte du Château, lieu de résidence des seigneurs de Montaigu. C'est de là que la ville fut administrée par ses seigneurs puis par ses maires.

Jusqu'au XVIII^e siècle, Montaigu était, disait-on, l'une des "vingt-trois villes du Poitou"¹, et les premiers "maires" cooptés qu'on y trouve y étaient, jusqu'en 1764, appelés "syndics" ("... de la communauté d'habitants de Montaigu"). En 1790 apparurent des maires désormais élus par presque tous les adultes masculins, avec Augustin de La Roche Saint-André, puis Claude Sauvaget², qui l'un et l'autre prirent part à la révolte de mars 1793. Lorsqu'à la fin de cette même année 1793 la répression se fut abattue sur la ville, en faisant disparaître ou y contraignant au départ environ les deux-tiers de ses habitants, les nouveaux maires et les membres du conseil municipal

furent nommés par les autorités départementales puis préfectorales qui tenaient à les contrôler étroitement. Ce n'est qu'après 1848 que les maires furent de nouveau élus, le préfet pouvant cependant les destituer à tout moment, ce qui arrivera souvent en Vendée sous le Second Empire et la III^e République. Ce fut le cas à Montaigu où le trop bonapartiste Armand Trastour, maire inamovible depuis 1837, fut contraint à la démission en septembre 1870, à la chute de Napoléon III (laissant sa place à un de ses cousins, et restant cependant conseiller municipal jusqu'à sa mort en 1875). Bien que très dépendants de l'autorité centrale, ces maires disposaient de pouvoirs discrétionnaires et, jusqu'en 1867, ils pouvaient se passer de l'avis des conseillers municipaux qu'ils ne consultaient que s'ils le jugeaient utile.

De 1794 à la fin des années 1970, les municipalités de Montaigu se sont caractérisées par l'omniprésence de la famille des Trastour (/ Gaillard) à leur tête ou en leur sein.

Pendant longtemps, les officiers municipaux de Montaigu n'ont pas disposé de locaux spécifiques pour leurs réunions. Après 1790, ils les tinrent dans des salles diverses³ : dans le "*logis du Château*", dans la maison dite "*de la Sénéchaussée*" précédemment collège de la ville et depuis presbytère, ou à l'étage d'une maison qui abritait au rez-de-chaussée la poste au lettres et un cabaret, à l'extrémité de la "*rue de Tiffauges*" (actuels n^{os} 8 et 10 de la "*rue des Résistants martyrs*"). Sur le cadastre de 1814, cette portion de rue fut appelée "*rue de la Commune*", car y abritant la "*maison commune*".

Au milieu du XIX^e, les notables municipaux

de Montaigu tinrent à ce que leur commune fût dotée d'un "*hôtel de ville*". C'est dans ce but qu'en 1843 le maire Armand Trastour avait fait acheter le Château, et fit détruire tout ce qui y avait survécu à la Révolution, à l'exception du pavillon dit "*des Nourrices*". En 1865-1866, il y fit édifier, sur des plans de l'architecte départemental Victor Clair, le bâtiment de la mairie actuelle accueillant les services municipaux et la justice de paix cantonale d'alors². Son importance monumentale et son appellation "*hôtel de ville*", visaient à marquer une différence entre la "*ville*" de Montaigu et les "*bourgs*" des communes avoisinantes qui, eux, n'étaient dotés que de modestes "*mairies*". Comme tel, cet état d'esprit plein de prétention fut, à l'époque, mal perçu et vécu par les habitants de ces communes, et il l'est encore souvent aussi aujourd'hui.

Mentions

C'est, probablement au X^e siècle, à l'emplacement où se trouve aujourd'hui l'hôtel de ville qu'a débuté avec son château l'histoire de la seigneurie de Montaigu. Ses premiers seigneurs, apparentés aux lignées anciennes des Commequiers et des La Garnache, portèrent d'abord ce nom de "*Montaigu*" et donnèrent à la ville leur blason. Dans la première moitié du XIII^e siècle, ils devinrent par mariage les "*Belleville*" puis de même dans les années 1350, les "*Harpedane*". Comme l'indique leur nom d'origine anglo-scandinave ceux-ci venaient d'Angleterre (au XIII^e siècle, sous Édouard I^{er}, leur ancêtre "*Guillaume de Harpenden*", vivant au nord de Londres, dans le Middlesex, le Herefordshire... est cité dans les actes du Parlement de Londres⁴) mais, leurs descendants prêtèrent allégeance aux rois de France à la fin du XIV^e siècle. En 1429, Jean III Harpedane (1408-v.1462), seigneur de Montaigu, fut l'un des compagnons de Jeanne d'Arc lors de la délivrance d'Orléans⁵. En 1517, ses descendants vendirent aux "*La Trémoille*" leur sei-



gneurie de Montaigu, qu'entre 1473 et 1491 ils avaient dû momentanément céder aux rois de France Louis XI (1461-1483) puis Charles VIII (1483-1498) alors décidés à en finir avec l'indépendance de la Bretagne voisine. En 1633, elle fut acquise par les "*La Lande de Machecoul*", seigneurs de Vieillevigne. Elle échut par succession, en 1660 aux "*de Crux*", puis de même en 1742 aux "*Le Clerc de Juigné*". Ces derniers, qui avaient dû abandonner leurs droits féodaux au moment de la Révolution, vendirent le "*Château de Montaigu*" à la commune en 1843.

Héritage de ses fondateurs, le blason originel de Montaigu a [une ancienneté presque millénaire](#)

mais il n'est plus celui de la ville aujourd'hui. Au cours du XX^e siècle un blason fantaisiste lui a été attribué, puis vers 2000 l'aussi fantaisiste blason actuel, invention du secrétaire de mairie du moment : un griffon y a été superposé à un fond inspiré de celui du blason de Jean III Harpedane, tel qu'on le trouve (image ci-contre) dans les statuts de l'Ordre du Croissant⁶, refondé en 1448 par René d'Anjou, dit "*le roi René*".

Sources ou Références

¹ Colbert de Croissy (Charles), [État du Poitou en 1664](#), éd. 1865, 519 p.

² Laronze (Georges), *Montaigu, ville d'histoire (IV^e-XX^e siècle)*, 1958, p. 70.

³ Arrêtés et délibérations du conseil municipal, 1793-1837 (A.D.V. : 146 D1).

⁴ [The Parliamentary Writs and Writs of Military Summons](#), éd. 1827, vol. 1, p. 345.

⁵ Colrat (Jean-Claude), *les Compagnons d'armes de Jehanne la Pucelle et du siège d'Orléans*, 1997, tome 2.

⁶ [Statuts de l'Ordre du Croissant](#), 1448, p. 98 (BnF, Département des manuscrits, 25204).